

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Comptes externes : le compte courant est légèrement excédentaire en 2018 (+49 Mds USD, +0,55% du PIB) ; recul des IDE entrants de 34% au T4, contribuant au déficit du compte financier

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Politique économique : le document « numéro 1 » donne la priorité au développement agricole et rural

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Banques : la CBIRC (re)définit le champ d'activité des sociétés de gestion d'actifs locales (local AMCs ou structures de défaillance)

Innovation financière : la répression exercée les autorités contre les plates-formes de particulier-à-particulier (P2P) frauduleuses a entraîné le gel de 1,5 Md USD d'actifs P2P et 62 arrestations à l'étranger

Banques : la PBoC a lancé sa première opération de Central Bank Bills Swap pour un montant de 1,5Md RMB à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an

Fintech : Alibaba accélère sa concurrence avec Tencent dans le domaine de la finance en achetant 117M d'actions de la CICC

Acquisition : Ant Financial a finalisé l'acquisition de 100% de WorldFirst dans le cadre de sa stratégie d'extension du marché occidental

Investissement : la SAFE fusionnera ses deux fonds - China-Africa Fund for Industrial Cooperation et China-LAC Industrial Cooperation Investment Fund

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Défense commerciale : l'UE initie une enquête anti-dumping contre les roues en acier chinoises

Australie-Chine : le port de Dalian bloque l'importation du charbon australien

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Automobile : PSA entre au capital d'un spécialiste chinois du véhicule d'occasion

Automobile : les ventes automobiles chutent de 16% en janvier 2019

Jeux vidéo : les régulateurs chinois n'acceptent plus de nouvelles demandes de licence pour les jeux vidéo

Pharmaceutique : baisse de la TVA sur des traitements pour maladies rares

Economie numérique : annonces de licenciements chez Didi et JD.com

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : le Ministère de l'écologie et de l'environnement et une fédération professionnelle ont signé le 19 février un accord pour le développement durable des entreprises privées

Energie : la China National Petroleum Corporation (CNPC) prévoit la construction de 23

中国经济
分析报告



nouvelles installations de stockage de gaz

Transports: *le Xinjiang va investir plus de 10 Mds de CNY dans des projets ferroviaires*

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Intégration régionale : *présentation du plan de développement de la « Greater Bay Area » à Hong Kong*



CONJONCTURE

Comptes externes : le compte courant est légèrement excédentaire en 2018 (+49 Mds USD, +0,55% du PIB); recul des IDE entrants de 34% au T4, contribuant au déficit du compte financier

Selon les chiffres préliminaires de la balance des paiements, au T4 2018 l'excédent du compte courant a atteint +54 Mds USD contre +23 Mds au T3, en raison principalement d'une baisse de l'ensemble des postes des importations (-5% pour les biens et -8% pour les services). Sur l'ensemble de l'année 2018, on observe une baisse de l'excédent courant de 70% (+ 49 Mds en 2018 contre + 164 Mds en 2017), à 0,55% du PIB contre 2% en 2017 (à noter que les chiffres du PIB 2017 ont été revus à la baisse en janvier 2019, ce qui explique la révision en valeur relative de l'excédent courant). Cette diminution est largement imputable au solde déficitaire du T1. Les réserves de change diminuent pour le deuxième trimestre consécutif, -de 28 Mds USD, portant l'accumulation des réserves à +18 Mds USD sur 2018.

A partir de ces données, le compte financier hors réserves (n.b. ce chiffre n'incorpore pas les erreurs et omissions qui n'ont pas été publiées) s'établit à -82 Mds contre -26 Mds au T3. A noter qu'au T1, T2 et T3, le poste « erreurs et omissions » continuait de signaler de très importantes sorties de capitaux dissimulées, à respectivement -38 Mds USD, -11 Mds USD et -40 Mds USD, en liaison avec les tensions observées sur le RMB. Les flux nets d'IDE s'établissent à +27 Mds USD, avec une baisse des flux sortants (-31% par rapport au T4 2017) et une forte baisse des flux entrants (-34%). Il convient de souligner qu'au S1, les flux nets d'IDE (+84 Mds USD) étaient au plus haut depuis près de quatre ans avec une très forte hausse des flux entrants (+139 %).

Pour mémoire, les autorités conduisent une politique d'ouverture asymétrique du compte de capital en faveur des flux entrants, avec à ce titre des ouvertures récentes des marchés financiers.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECONOMIE GENERALE

Politique économique : le document « numéro 1 » donne la priorité au développement agricole et rural

Le document « numéro 1 », publié annuellement et « considéré comme la première déclaration politique de l'année, et donc comme un indicateur des priorités politiques » (agence de presse officielle *Xinhua*), a été rendu public le mardi 19 février par le Conseil des affaires d'Etat et le Comité central du Parti communiste. Le document identifie comme priorité la bataille contre la pauvreté (Xi Jinping s'est engagé à « éradiquer la pauvreté d'ici 2020 ») en mettant l'accent sur des « projets majeurs, de relogements et d'accès au financement » pour les zones d'extrême pauvreté. L'approfondissement de la réforme concernant l'expropriation et l'échange des terres et l'assouplissement des restrictions concernant l'utilisation des terrains par les agriculteurs sont également soulignés. Le document soulève par ailleurs l'accélération de l'établissement d'un marché unifié entre zones rurales et urbaines.

En outre, dans un contexte de ralentissement économique et de tensions commerciales avec les Etats-Unis, le document identifie la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement (« *diversify importing channels* »), d'augmenter « la production de produits agricoles bio », « la production de produits actuellement en pénurie », d'augmenter « les plantations de soja » et de « soutenir l'industrie laitière ».

Mercredi 20 février, le ministre de l'Agriculture Han Changfu, alors interrogé sur le document insistait sur « la relation entre les agriculteurs et la terre » qui est « la clé de l'approfondissement des réformes rurales ». En outre, le document central numéro 1 indique qu'un enregistrement des terres familiales sera effectué d'ici 2020 et que des nouvelles règles clarifiant l'utilisation des terres familiales et évaluant les possibilités de convertir certaines de ces terres en terres agricoles seront élaborées. Selon Zheng Xinli, président de l'association *China Policy Science Research*, estime qu'en 2018 les terres familiales représentaient plus de 170 000 km², la part des terres inutilisées devenant de plus en plus importante (en raison d'une augmentation des migrants vers les villes).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE ET FINANCE

Banques : la CBIRC (re)définit le champ d'activité des sociétés de gestion d'actifs locales (local AMCs ou structures de défaillance)

Le régulateur du secteur des banques et des assurances (CBIRC) a publié des projets de règles (draft rules) ainsi qu'une consultation pour avis concernant le champ d'activité des sociétés de gestion d'actifs locales (local AMCs), en charge notamment de l'apurement des prêts bancaires non-performants. En outre, ces nouvelles règles encourageraient le développement de plusieurs canaux de financement, dont les prêts bancaires et la titrisation d'actifs et d'obligations, leur permettant d'accélérer leurs rachats de prêts non performants. Pour mémoire, les autorités ont introduit en 2018 une nouvelle réglementation bancaire favorable à la reconnaissance et au traitement des prêts non-performants dans le cadre de politiques d'assainissement du secteur financier. UBS estime qu'en 2018 plus de 1.750 Mds RMB de créances douteuses ont été cédées, contre un record de 1.500 Mds RMB en 2017 (1,5% du total des prêts bancaires).

Selon le journal Caixin, le champ d'activité des local AMCs couvre donc : l'acquisition, la gestion, l'exploitation (operation) et cession d'actifs des industries financières locales. Elles peuvent également participer au programme d'échange de dette contre action (debt-to-equity swaps), de restructuration de dette, au renflouement de sociétés et agir en tant qu'administrateur d'entreprises en faillite.

Du côté des restrictions, ces nouvelles règles soulignent l'interdiction d'aider les banques à dissimuler l'étendue de leurs créances douteuses, notamment par le biais d'accords de rachats (repurchase agreements, rémérés) obligeant les banques à racheter leurs créances douteuses après les avoir cédées temporairement aux gestionnaires de dette. En outre, toute émission d'instruments de dette ouverte au public nécessite un accord préalable de la CBIRC.

Pour mémoire, le régulateur bancaire a permis en 2013 l'établissement d'AMCs régionales (en plus des quatre grandes AMCs créées consécutivement à la crise financière de 1997) afin de participer au rachat des créances douteuses au niveau local par le biais d'un programme pilote (groupe initial de 5 AMCs locales). Depuis, le programme s'est élargi permettant la création de deux AMCs par province ainsi que des AMCs de niveau municipal. 61 AMC étaient enregistrées fin 2018.

Innovation financière : la répression exercée les autorités contre les plates-formes de particulier-à-particulier (P2P) frauduleuses a entraîné le gel de 1,5 Md USD d'actifs P2P et 62 arrestations à l'étranger

Le ministère de la Sécurité publique a annoncé dimanche 17 février avoir lancé des investigations sur plus de 380 plateformes de particulier-à-particulier (P2P) et avoir procédé à l'arrestation de plus de 62 suspects (dont au Cambodge et en Thaïlande) impliqués dans des « fraudes » lors de l'opération « Fox Hunt ». Les autorités ont également annoncé avoir gelé près de 10 Mds RMB (1,5 Md USD) d'actifs (dont du numéraire, des dépôts bancaires et des actifs immobiliers).

Pour mémoire, en 2018, les autorités chinoises ont resserré les mesures sur le secteur P2P entraînant l'élimination de nombreuses plateformes P2P. Pour mémoire, une vague de défauts balaye l'industrie

des prêts P2P depuis le mois de juin, avec plus de 2667 plateformes qui ont connu des « problèmes » en 2018, contre 217 cas recensés sur l'année 2017. Ces « problèmes » sont définis comme l'incapacité des investisseurs à retirer leurs fonds, le lancement d'enquêtes policières et l'impossibilité de joindre les dirigeants responsables de ces plateformes. En outre, le nombre des plateformes P2P est passé de 2191 en janvier à 1039 en décembre 2018. Aucune nouvelle plateforme P2P n'est entrée sur le marché depuis le mois d'août. L'organisation de recherche *Yingcan*, basée à Shanghai estime que seulement 300 plateformes P2P devraient survivre d'ici la fin 2019.

Banques : la PBoC a lancé sa première opération de *Central Bank Bills Swap* pour un montant de 1,5Md RMB à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an

Pour encourager le développement et la liquidité du marché des obligations perpétuelles émises par les banques commerciales, la PBoC a commencé à mettre en œuvre la première opération de *Central Bank Bills Swap (CBS)* pour un montant de 1,5Md RMB (environ 200M USD) à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an. Sont éligibles les banques ayant un statut de *Primary Dealer*, qui peuvent échanger leurs obligations perpétuelles contre le papier de la PBoC.

Lors d'une conférence de presse tenue le 19/02/2019, Pan Gongsheng, sous-gouverneur de la PBoC et administrateur de la SAFE, a précisé que la fourniture de CBS ne constituait pas la version chinoise de l'assouplissement quantitatif et avait un impact neutre sur la liquidité bancaire. En outre, cet outil a pour objet de reconstituer le capital des banques commerciales, leur permettant ainsi de mieux financer leurs activités de crédit pour soutenir l'économie réelle, selon M. Pan.

Pour rappel, les CBS visent à encourager les banques à compléter leur capital en émettant des obligations perpétuelles - obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre les billets de la PBoC, ce qui améliorera la liquidité des obligations de ces banques. Pour le moment, seule la *Bank of China* a émis des obligations perpétuelles pour un montant de 40Mds RMB (5,8Mds USD) fin janvier (cf. Brève du 21/01/2019).

Acquisition : *Ant Financial* a finalisé l'acquisition de 100% de *WorldFirst* dans le cadre de sa stratégie d'extension du marché occidental

Ant Financial Services Group, filiale du géant e-commerce *Alibaba Group* et exploitant le plus grand service de paiement chinois *Alipay*, a acquis le 14 février la société de paiement basée à Londres *WorldFirst* pour un montant de 700M USD, selon les estimations du *Financial Times* (le prix d'achat n'a pas été annoncé par *Ant Financial*). Cette acquisition marque la réussite de la stratégie de conquête du marché occidental par *Ant Financial*, qui fait suite à l'échec rencontré dans l'acquisition de *MoneyGram*, l'un des principaux concurrents de *WorldFirst* au début 2018, qui lui aurait permis de pénétrer le marché américain. Selon Jonathan Quin - cofondateur et PDG de *WorldFirst*, *WorldFirst* deviendra une filiale à 100% de *Ant Financial*, mais « continuera de fonctionner comme une entreprise réglementée et basée au Royaume-Uni avec des activités mondiales ».

	Ant Financial	WorldFirst
Création	En 2014 (Alipay en 2004)	En 2004
Siège	Chine	Royaume-Uni
Activités	Paiement en ligne (Alipay), prêts en ligne, gestion de patrimoine, assurance	Services de change et de paiement international
Présence internationale	Inde (partenariat avec Paytm), Pakistan (partenariat avec Easypaisa), Philippines (partenariat avec GCash), Malaisie, Singapour, Thaïlande	Australie, Canada, Nouvelle Zélande, Espagne, Etats Unis, Europe
Chiffre d'affaires	-	84,58M £
Actifs	-	487,04M £
Nombre d'utilisateurs	Environ 1Md (Alipay)	80 000

Source : Caixin

WorldFirst et *Ant Financial* étaient déjà partenaires pour offrir des services de paiement transfrontaliers aux commerçants dans les pays tels que la Malaisie, Singapour et la Thaïlande. Les deux entreprises de paiement ont principalement une clientèle de PME, et l'acquisition de *WorldFirst* permettra à *Ant Financial* de pénétrer le marché des pays développés, où elle est encore absente.

En mai 2018, *WorldFirst* est devenue la première société étrangère active dans ce secteur à demander une licence d'exploitation pour le marché chinois, suite aux annonces d'ouverture dans le secteur financier effectuées par le gouvernement chinois. Toutefois, *WorldFirst* a déclaré en janvier 2019 qu'elle avait demandé à la banque centrale chinoise de retirer sa demande de licence, sans doute en liaison avec des changements de stratégie imputables à l'acquisition effectuée par *Ant Financial*.

Investissement : la SAFE fusionnera ses deux fonds - *China-Africa Fund for Industrial Cooperation* et *China-LAC Industrial Cooperation Investment Fund*

La *State Administration of Foreign Exchange (SAFE)* fusionnera ses deux fonds dans le cadre du programme de financement « *Belt and Road* » - *China-Africa Fund for Industrial Cooperation (CAFIC)* et *China-Latin America Caraïbes Industrial Cooperation Investment Fund (CLAC)*, visant à profiter de la synergie de ces deux fonds, étant donné que la plupart des entreprises chinoises présentes en Afrique font aussi des affaires en Amérique latine et vice versa.

La *CAFIC* et la *CLAC* continueront de fonctionner sous des noms distincts, mais leurs décisions en matière d'instruction et d'investissement seront centralisées sous l'égide d'une entité unique restant à créer. Han Hongmei, directrice exécutive de la *CAFIC* et ancien chef du département comptable de la *SAFE*, deviendra la présidente de cette nouvelle société.

La *SAFE* possède actuellement trois fonds d'investissement étranger, dans le but de financer les projets sous l'initiative de « *Belt and Road* » :

	CAFIC	CLAC	Silk Road Fund
Création	En 2015	En 2015	En 2014
Présence internationale	Afrique	Amérique latine	Les pays de « <i>Belt and Road</i> »
Fonds d'investissement	10Mds USD	30Mds USD	40Mds USD et 100Mds RMB
Actionnaires	SAFE (80%), EXIMBank (20%)	SAFE (85%), CDB (15%)	SAFE (65%), EXIMBank (15%), China Investment (15%), CDB (5%)

Source : Sites Web

Fintech : *Alibaba* accélère sa concurrence avec *Tencent* dans le domaine de la finance en achetant 117M d'actions de la *CICC*

Le géant du commerce en ligne chinois *Alibaba Group* a acheté 117M d'actions cotées à la Bourse de Hong Kong de la plus grande banque d'investissement chinoise - *China International Capital Corp (CICC)*, à un prix moyen de 15,50 HK\$ (montant total de 1,81Md HK\$), représentant 11,74% des actions cotées à Hong Kong et 4,84% des actions totales de la *CICC*. Suite à cet achat, *Alibaba* est devenu le troisième actionnaire de la *CICC* derrière *Central Huijin Investment* (55,68%) et *Tencent* (4,95%).

Tencent et *Alibaba*, les firmes Internet les plus puissantes de la Chine, se livrent une vive concurrence dans plusieurs domaines : e-commerce, divertissement et paiements. Les deux entreprises détiennent d'importants portefeuilles d'investissement dans des secteurs communs. Dernièrement, ils ont commencé à se livrer une concurrence agressive dans le domaine des Fintech, en plein essor, en partenariat avec des institutions financières traditionnelles qui peuvent les aider à développer leurs transactions financières dans le monde entier. En fait, ce n'est pas la première fois qu'*Alibaba* investit dans le secteur de la finance. En août 2018, *Alibaba* a dépensé 3,5Mds RMB pour souscrire 268M d'actions de *Huatai Securities*, se classant parmi les six principaux actionnaires, avec 3,25% des actions de *Huatai Securities*.

En ce qui concerne la *CICC*, compter *Tencent* et *Alibaba* parmi ses principaux actionnaires lui permet d'accéder à leurs données d'utilisateurs extensives et à leurs technologies avancées, de manière à créer des synergies avec ses activités financières.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Défense commerciale : l'UE initie une enquête anti-dumping contre les roues en acier chinoises

Le 15 février 2019, la Commission européenne a initié une enquête anti-dumping contre les roues en acier importées depuis la Chine, à l'initiative d'une plainte logée par l'Association des producteurs des roues européennes. Lors de sa conférence de presse hebdomadaire le 21 février, le MofCom a exprimé « l'inquiétude sévère » de la partie chinoise par rapport à l'approche de l'UE et ses méthodes d'enquête.

[L'annonce du lancement de l'enquête d'anti-dumping de la CE contre les roues en acier chinoises](#)

Australie-Chine : le port de Dalian bloque l'importation du charbon australien

Le port de Dalian a bloqué l'importation du charbon australien pour une période indéfinie à partir de début février 2019, tout en imposant un quota à 12 millions de tonnage pour les importations globales de charbon pour l'année 2019, selon le Reuters. L'importation du charbon des certains autres pays comme la Russie et l'Indonésie n'a, semble-t-il, pas été affectée. Lors d'une conférence de presse, le ministère des Affaires étrangères indique qu'il s'agit d'une procédure conventionnelle d'inspection et d'évaluation par les douanes chinoises, se fondant sur des impératifs de sécurité, de recherche de qualité, et de protection de l'environnement, et non sur des motifs politiques.

[Conférence de presse du ministère des Affaires étrangères le 21 février 2019](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Automobile : PSA entre au capital d'un spécialiste chinois du véhicule d'occasion

Le 18 février 2019, le constructeur français a annoncé avoir pris une « participation significative » dans FengChe, un spécialiste des services de gestion du véhicule d'occasion en Chine. Une prise de participation dans ce domaine est une première pour le groupe. Ce dernier restera toutefois actionnaire minoritaire. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de PSA "Push to Pass" lancée en 2016. Cette dernière doit permettre au constructeur automobile français de réaliser sa transformation digitale afin de devenir un fournisseur de services. Fondé à Shanghai en 2015, FengChe propose des solutions (système de gestion et de vente, plates-formes B2B, conseil) aux acteurs du marché naissant des véhicules d'occasion en Chine. L'entreprise, une des pionnières du genre dans le pays, se fixe pour objectif « d'améliorer les activités et la rentabilité des concessionnaires de voiture de seconde main ». Le marché des véhicules d'occasion est un marché en pleine expansion en Chine. Selon la *China Passenger Vehicle Association*, entre février 2018 et décembre 2018 les ventes de véhicules d'occasion ont augmenté de 12,84%. En janvier 2019, afin de relancer la consommation, la NDRC a annoncé l'assouplissement des règles encadrant le marché des véhicules d'occasion (ex : baisse de la TVA de 3% à 2% pour les entreprises achetant des véhicules d'occasion).

Pour mémoire, la Chine était le premier marché de PSA jusqu'en 2014. Depuis, les ventes du constructeur français ne cessent de baisser. En 2018, il disposait d'une capacité de production de 1,2 M de véhicules mais n'en a vendu que 262 600. Pour dynamiser ses ventes, PSA réajuste ses modèles aux goûts chinois et étoffe sa gamme de services. Il a créé au printemps 2018 une coentreprise entre Dongfeng et Banque PSA Finance afin de proposer des solutions de financement alors que les ventes de voitures en Chine souffrent de la politique de désendettement mise en place par les autorités et de restrictions d'accès au crédit. PSA investit par ailleurs dans le secteur de l'après-vente : en février 2018, le groupe a pris une participation majoritaire dans le distributeur chinois de pièces automobiles Jian Xin.

Automobile : les ventes automobiles chutent de 16% en janvier 2019

Selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM), environ 2,37 M de véhicules ont été vendus le mois dernier dans le pays, soit une baisse de 16% en g.a. Les ventes automobiles avaient déjà plongé de 14% en novembre et de 13% en décembre. La chute des ventes de véhicules est particulièrement marquante pour les voitures de tourisme : leurs ventes ont baissé de 17,7% à 2,02 millions d'unités, leur septième mois consécutif de repli et leur plus forte baisse depuis janvier 2012. Face à une conjoncture chinoise morose et aux incertitudes créées par la guerre commerciale sino-américaine, les consommateurs sont restés à l'écart des concessionnaires, en dépit des rabais traditionnels consentis avant le Nouvel an lunaire (début février). Les ventes de véhicules à énergie nouvelle se portent mieux. En janvier 2019, elles s'élevaient à 96 700 unités (+138% en g.a)

Pour mémoire, en 2018, la Chine a enregistré pour la première fois depuis les années 1990 un recul de ses ventes automobiles. Elles ont baissé de 2,76% (à 28,08 millions de véhicules), tandis que seules les ventes de voitures de tourisme ont baissé de 4,1%. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette évolution : saturation du marché, suppression d'avantages fiscaux (ex: en 2017 les autorités ont supprimé les subventions à l'achat de petits cylindrés), incertitudes grandissantes dans un contexte de guerre commerciale, politique de désendettement orchestré par l'Etat et suppression de plateformes P2P.

Jeux vidéo : les régulateurs chinois n'acceptent plus de nouvelles demandes de licence pour les jeux vidéo

La General Administration of Press and Publications (GAPP) a publié une note cette semaine demandant aux autorités locales de ne plus lui transmettre des demandes de licences pour la sortie de nouveaux jeux vidéo. Pour mémoire, les régulateurs nationaux avaient arrêté de livrer des licences de mars à décembre 2018. Cet arrêt était dû à un remaniement de l'administration mais également à une réticence croissante des autorités d'attribuer des licences à des jeux considérés comme violents et responsables de la myopie chez les jeunes. Cependant, si les autorités n'ont attribué aucune licence de mars à décembre 2018, elles ont continué de recevoir des demandes de licences de la part des entreprises. En raison du nombre conséquent de dossiers à rattraper, elles ont donc décidé de ne plus accepter de nouvelles demandes, le temps de traiter celles datant de 2018.

Si la mesure se prolonge, cela risque d'avoir un impact négatif sur le secteur des jeux vidéo, notamment sur les petites entreprises dont la survie dépend du nombre de jeux publiés à l'année. Pour mémoire, en 2017 la GAPP a publié 9 651 jeux vidéo (chinois et étrangers), 1 982 de janvier à mars 2018 et 538 depuis décembre 2018.

Pharmaceutique : baisse de la TVA sur des traitements pour maladies rares

Le Conseil des affaires d'Etat a annoncé une baisse de la TVA sur 21 médicaments et 4 ingrédients pharmaceutiques actifs pour le traitement de maladies rares. Elle passera de 16% à 3%. La mesure entrera en vigueur en mars 2019.

Pour mémoire, en 2016, la Chine a adopté le plan "Healthy China 2030" qui cherche à favoriser l'accès à l'ensemble de la population aux traitements innovants. Depuis, les autorités chinoises ont adopté plusieurs mesures favorisant la baisse des prix des médicaments. A titre d'exemple, en avril 2018, la Chine a supprimé les tarifs sur les importations de traitements pour les cancers et a baissé d'un point de pourcentage la TVA dans le secteur pharmaceutique en mai 2018. La commission nationale de la santé a également annoncé cette semaine la création d'un réseau de 324 hôpitaux pour diagnostiquer et traiter les maladies rares. En Chine, environ 20 M de personnes sont touchées par des maladies rares selon l'association chinoise des maladies rares. Le coût des traitements est extrêmement élevé et peut atteindre jusqu'à 4.88 M RMB (environ 640 000 EUR) l'année. La plupart des médicaments pour les maladies rares sont produits par des entreprises étrangères. Le niveau de technicité et le faible nombre de patients atteints de maladie rares ont dissuadé le développement de groupes pharmaceutiques chinois spécialisés dans le secteur.

Economie numérique : annonces de licenciements chez Didi et JD.com

Didi, le "Uber chinois" va supprimer 15% de ses effectifs. Cela correspond à environ 2000 postes. Ces suppressions d'emplois s'inscrivent dans un projet de restructuration de l'entreprise et ne toucheront pas les professions liées au cœur de métier de Didi, soit la réservation de véhicules. Didi s'est par ailleurs engagée à recruter 2500 personnes cette année dans le domaine des technologies liées à la sécurité, la gestion des chauffeurs, l'ingénierie ou les opérations internationales. Ces nouveaux recrutements s'aligneront donc avec la stratégie du groupe qui souhaite poursuivre son développement à l'internationale et renforcer le niveau de sécurité de son service. Pour mémoire, suite à l'assassinat de deux passagères à l'été 2018, l'entreprise avait fait l'objet de nombreuses critiques et s'était vu demander par les autorités d'élaborer une stratégie en matière de sécurité. Le groupe chinois revendique aujourd'hui plus de 31 millions de chauffeurs et 550 millions d'utilisateurs pour l'ensemble de ses services.



JD.com, le numéro deux du e-commerce chinois, a de son côté annoncé la suppression de 10 postes de cadres supérieurs (parmi ces 100 postes de cadre). L'entreprise a indiqué que cette décision faisait partie d'un projet de restructuration visant à améliorer l'efficacité du groupe. Pour mémoire, au deuxième trimestre 2018 (le dernier publié par l'entreprise), les revenus de l'entreprise se sont révélés inférieurs aux prédictions. Les ventes du groupe d' e-commerce ont atteint 122, Mds RMB (16 Mds EUR; +31% en g.a; contre une croissance de 50% en 2017) avec des pertes nette s'élevant 2,2 Mds RMB (290 M EUR). JD.com a justifié ces pertes en raison d'importantes dépenses en nouvelles technologies et dans la logistique. A noter également que le numéro 2 du e-commerce a vu son image se dégradé en 2018 en raison d'un scandale impliquant son PDG Richard Liu. Ce dernier avait été arrêté aux Etats Unis pour agression sexuelle.

Retour au sommaire ([ici](#))



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : le Ministère de l'écologie et de l'environnement et une fédération professionnelle ont signé le 19 février un accord pour le développement durable des entreprises privées

Le 19 février à Pékin, M. LI Ganjie, Ministre de l'écologie et de l'environnement (MEE) et M. XU Lejiang, vice-président de la Fédération nationale de l'industrie et du commerce de Chine (FNICC), ont signé un arrangement administratif pour le développement durable des entreprises privées et la lutte contre la pollution.

Cet arrangement administratif vise à renforcer la coopération entre le MEE et la FNICC et à mettre en place une stratégie économique et verte qui avait été précédemment publiée par les deux parties le 17 janvier 2019 sous le titre « Opinion sur le développement durable en lien avec les entreprises privées ». Cette stratégie s'articule autour de cinq thématiques principales: (i) encourager le recours à la consultance externe en matière de développement durable; (ii) faciliter l'accès des entreprises privées aux marchés publics relatifs à la transition écologique notamment en matière de PPP ; (iii) simplifier les règles et les supports publics en matière de développement durable (évaluation environnementale, gestion des déchets, économie circulaire, etc.) ; (iv) mettre en place des politiques publiques économiques incitatives (fiscalité, coût des ressources naturelles, finance verte et marché carbone) et (v) établir un dialogue permanent entre les entreprises privées et le gouvernement sur ces sujets.

Energie : la *China National Petroleum Corporation (CNPC)* prévoit la construction de 23 nouvelles installations de stockage de gaz.

La *China National Petroleum Corporation (CNPC)*, troisième plus grande compagnie d'hydrocarbures du monde, prévoit de construire 23 nouvelles installations de stockage de gaz et d'agrandir 10 installations existantes d'ici 2030 avec une capacité totale supérieure à 15 milliards de mètres cubes, a annoncé la CNPC le 17 février.

Cet engagement vise à répondre à la demande croissante du gaz en Chine à la suite d'un hiver rigoureux qui a entraîné des tensions sur l'offre en partie à cause de pénuries de stockage. Cette initiative participe également à l'effort national pour lutter contre la pollution de l'air.

La Chine encourage une utilisation à grande échelle du gaz naturel dans les secteurs de la production électrique mais aussi de l'industrie et des transports. Selon la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), la consommation de gaz naturel en Chine a augmenté en 2018 de 18,1%. La Chine prévoit que la consommation de gaz naturel représentera environ 10% du mix énergétique du pays d'ici 2020 et 15% d'ici 2030.

Transports : le Xinjiang va investir plus de 10 milliards de yuans dans des projets ferroviaires

La région autonome ouïgoure du Xinjiang (Nord-Ouest de la Chine) va investir plus de 10 Mds CNY (environ 1,3 Mds EUR) dans la construction ferroviaire cette année, a déclaré le 15 février la Commission provinciale pour le développement et la réforme. Selon celle-ci, cet investissement sera



utilisé pour différents projets ferroviaires dans la province, notamment autour du bassin du Tarim et pour des liaisons avec les provinces voisines.

Le rapport de travail du gouvernement du Xinjiang publié en janvier dernier a décidé d'améliorer le transport ferroviaire provinciale en 2019 et de désenclaver la province.

Selon le « Plan de développement des transports du Xinjiang (2016-2030) », toutes les préfectures et les trois quarts des chefs-lieux de districts seront reliés par chemin de fer d'ici 2020.

Retour au sommaire ([ici](#))



HONG KONG et MACAO

Intégration régionale : présentation du plan de développement de la « Greater Bay Area » à Hong Kong

Le plan de développement de la « Greater Bay Area », plusieurs fois repoussé, a été publié le 18 février 2019. Il vise à approfondir l'intégration de neuf villes de la province chinoise du Guangdong, dont Canton et Shenzhen, et les deux régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao, afin de constituer un bassin économique innovant à même de rivaliser avec ceux de New York, San Francisco et Tokyo.

La Cheffe de l'exécutif Carrie Lam a souligné dans le discours d'ouverture du symposium organisé à Hong Kong trois jours après la publication du plan, que ce projet était une stratégie de développement économique de niveau national, conçu, planifié et conduit personnellement par Xi Jinping. Elle a insisté sur la participation active du gouvernement hongkongais à l'élaboration de cette feuille de route, et a remercié le gouvernement central pour avoir largement pris en compte les vues de Hong Kong dans son élaboration. Elle a par la suite précisé que Hong Kong faisait face à un nombre de défis croissant, en particulier la perte de compétitivité de ses industries traditionnelles dans un contexte de compétition régionale et mondiale accrue, ainsi que le ralentissement de l'économie mondiale et les conséquences de la montée du protectionnisme au niveau mondial. L'intégration de Hong Kong à la « Greater Bay Area », marché de 70 M d'habitants, permettrait ainsi de donner un nouveau souffle au développement économique de Hong Kong. Elle a par ailleurs précisé que le concept « un pays, deux systèmes », et l'existence d'un système économique et juridique différent de celui de la Chine qui en découle, étaient non seulement un des principaux atouts de Hong Kong au plan économique mais également la clé du succès de « l'internationalisation de la Greater Bay ».

Carrie Lam est enfin revenu sur les principaux axes de travail futurs de Hong Kong dans le cadre de ce plan, notamment : (i) la consolidation du statut de Hong Kong de centre financier, commercial, logistique et de hub aérien, (ii) le développement d'un hub de l'innovation et de la technologie, (iii) le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes (iv) le renforcement des infrastructures de connectivité et (v) l'utilisation du statut unique de Hong Kong pour attirer le capital et les talents étrangers vers la « Greater Bay Area ». En matière d'innovation, elle a mentionné parmi ses priorités le développement du « Hong Kong-Shenzhen Innovation and Technology Park », le développement de deux clusters de recherche dans l'incubateur « Science Park » dédiés à l'application des nouvelles technologies dans le domaine de la santé et à l'intelligence artificielle et la robotique, la hausse des financements en soutien à la recherche universitaire dans le domaine scientifique ainsi que, annonce nouvelle, la mise en place d'une politique en matière de marchés publics favorisant davantage l'innovation.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Anne-Victoire Maizière, Furui Ren, Lianyi Xu, Rodolphe Girault

Revu par : Pierre Martin, Philippe Bouyoux, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, David Karmouni

Responsable de publication : Philippe Bouyoux